

**CAISSE PRIMAIRE D'ASSURANCE MALADIE
DE LA SEINE-SAINT-DENIS**

**DIRECTION DU SECRETARIAT GENERAL
195 AVENUE PAUL VAILLANT COUTURIER
93014 BOBIGNY CEDEX**

**REGLEMENT DE LA CONSULTATION
PROCEDURE : AOO 01-2026**

PROCEDURE: APPEL D'OFFRES OUVERT

TYPE DE MARCHE : FOURNITURES

**OBJET DU MARCHE : ACQUISITION D'UNE UNITE MOBILE DE
DEPISTAGE DU CANCER DU COL DE L'UTERUS ET DE
CONSULTATIONS DE MEDECINE GENERALE « FROTTIMOBILE »**

DATE LIMITE DE RECEPTION DES OFFRES :

LUINDI 16 MARS 2026 - 16 HEURES

FEVRIER 2026

LUINDI 16 MARS 2026 - 16 HEURES	1
1. Pouvoir adjudicateur	3
2. Type d'activité	3
3. Objet du marché	3
4. Type et nature du marché.....	3
4.1. Procédure :	3
4.2. Forme :	3
4.3. Type :	3
4.4. Allotissement :	3
4.5. Classification :	3
5. Variantes et options	3
6. Délai et lieu de livraison	4
7. Langue de présentation des offres et d'exécution du marché.....	4
8. Organisation de la consultation	4
9. Présentation des candidatures et offres	4
9.1. Unité monétaire.....	4
9.2. Pièces relatives à la candidature	4
9.3. Pièces relatives à l'offre.....	5
10. Conditions d'envoi ou de remise des offres.....	6
10.1. Modalités d'obtention du dossier de consultation	6
10.2. Transmission électronique.....	6
10.3. Copie de sauvegarde.....	7
11. Jugement des offres et attribution du marché	7
11.1. Jugement des offres	7
12. Délai de validité des offres.....	8
13. Conditions d'envoi des propositions	8
14. Signature des documents	9
15. Voies de recours	9
15.1. Instances chargée des procédures de recours	9
15.2. Service auprès duquel des renseignements peuvent être obtenus concernant l'introduction des recours9	

1. Pouvoir adjudicateur

Caisse Primaire d'Assurance Maladie de la Seine-Saint-Denis
195 avenue Paul Vaillant Couturier
93014 BOBIGNY CEDEX
France
Tél : 01.48.96.47.16 /37.25
Fax : 01.48.96.49.59
Mail : achats.cpam-seine-saint-denis@assurance-maladie.fr

L'autorité compétente du pouvoir adjudicateur est le Directeur Général de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de la Seine-Saint-Denis, Monsieur Stéphan DI IORIO, 195 avenue Paul Vaillant Couturier 93014 Bobigny cedex.

La comptable assignataire est la Directrice Comptable et Financière de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de la Seine-Saint-Denis (même adresse).

2. Type d'activité

Organisme de Sécurité Sociale

3. Objet du marché

Le présent marché a pour objet l'acquisition d'une unité mobile de dépistage du cancer du col de l'utérus et de consultations de médecine générale « Frottimobile » pour la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de la Seine-Saint-Denis.

4. Type et nature du marché

4.1. Procédure :

Le présent marché est lancé sous la forme d'un Appel d'Offres Ouvert, passé en application de l'article R.2124-2 du Code de la Commande Publique.

Le marché reste soumis à la réglementation applicable aux marchés des Organismes de Sécurité Sociale, soit à jour, les dispositions de l'arrêté du 19 juillet 2018 portant sur la réglementation des marchés publics des Organismes de Sécurité Sociale.

4.2. Forme :

Le présent marché est un marché à prix unitaire.

4.3. Type :

Fournitures

4.4. Allotissement :

Le marché fait l'objet d'un lot unique.

4.5. Classification :

CPV	INTITULE
34140000-0	Poids lourds
34144200	Véhicules des services de secours
34114300	Véhicules pour services d'assistance sociale
34100000-8	Véhicules à moteur
34144900-7	Véhicules électriques

5. Variantes et options

La caisse Primaire d'Assurance Maladie de la Seine-Saint-Denis autorise des variantes techniques.

Les soumissionnaires doivent apporter toutes les justifications nécessaires sur la faisabilité de chaque variante proposée et sa crédibilité par rapport à l'offre de base.

Les variantes porteront sur les variantes techniques, notamment sur la motorisation et les choix constructifs sous réserve du respect des exigences minimales.

- Variantes techniques : confère article 6.2 du CCTP

Variante 1 : véhicule électrique (zéro émission à l'échappement).

Variante 2 : véhicule hybride (au sens de la réglementation en vigueur).

Modalités de présentation :

Chaque variante fait l'objet d'un chiffrage et d'une offre séparée.

Les variantes seront jugées conformément aux critères définis dans le règlement de consultation.

Le nombre total de variante ne pouvant dépasser 2.

Pour chacune des variantes, le candidat précisera : autonomie, conditions de recharge/avitaillement, impacts sur le PTAC, coûts d'exploitation, et contraintes de maintenance.

Le véhicule pourra être neuf ou d'occasion très récente, faiblement kilométré.

Il n'y a pas d'options ou de prestations supplémentaires éventuelles.

6. Délai et lieu de livraison

Le Titulaire doit respecter le délai de livraison de 3 mois maximum à compter de la notification du marché ou le délai auquel il s'est engagé si ce dernier est inférieur à 3 mois.

Le lieu de livraison est celui figurant au CCTP.

7. Langue de présentation des offres et d'exécution du marché

L'usage de la langue française est obligatoire pour tous les documents transmis et établis dans le cadre du présent marché

8. Organisation de la consultation

Contenu du dossier de consultation :

Le dossier de consultation remis aux candidats comprend les éléments suivants :

- L'Acte d'Engagement et annexes,
- le présent Règlement de la Consultation,
- le CCTP et annexe,
- le CCAP et annexe.

9. Présentation des candidatures et offres

9.1. Unité monétaire

L'unité monétaire retenue dans le présent marché est l'EURO.

Tous les montants indiqués le seront avec deux décimales maximum.

9.2. Pièces relatives à la candidature

Les candidats devront produire les formulaires :

- DC 1 (lettre de candidature),
- DC 2 (déclaration du candidat),
- Attestation d'assurance : déclaration appropriée de banques ou preuve d'une assurance pour les risques professionnels.

Ces formulaires sont disponibles sur le site internet suivant : <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-marches-publics>

Le candidat peut présenter sa candidature à l'aide d'un document unique de marché européen (DUME) en lieu et place des DC1 et DC2 ; disponible sur le site https://single-market-economy.ec.europa.eu/single-market/public-procurement/digital-procurement/european-single-procurement-document-and-ecertis_en?lang=fr

Capacité économique et financière :

- Déclaration concernant le chiffre d'affaires global du candidat et, le cas échéant, le chiffre d'affaires du domaine d'activité faisant l'objet du marché public, portant au maximum sur les trois derniers exercices disponibles en fonction de la date de création de l'entreprise ou du début d'activité de l'opérateur économique, dans la mesure où les informations sur ces chiffres d'affaires sont disponibles ;
- Bilans ou extraits de bilan, concernant les trois dernières années, des opérateurs économiques pour lesquels l'établissement des bilans est obligatoire en vertu de la loi.

Si, pour une raison justifiée, l'opérateur économique n'est pas en mesure de produire les renseignements et documents demandés, il est autorisé à prouver sa capacité économique et financière par tout moyen.

Capacité technique et professionnelle :

- Une liste des principales livraisons effectuées ou des, principaux services fournis au cours des trois dernières années, indiquant le montant, la date et le destinataire public ou privé. Les livraisons et les prestations de services sont prouvées par des attestations du destinataire ou, à défaut par une déclaration de l'opérateur économique ;
- Une déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pendant les trois dernières années ;

En cas de groupement momentané d'entreprise, tous les membres doivent fournir les éléments demandés ci-dessus.

Sous-traitance

Si le candidat recourt à la sous-traitance, il doit produire les mêmes documents concernant ce sous-traitant. En outre, pour justifier qu'il dispose des capacités de ce sous-traitant pour l'exécution du marché, le candidat produit un engagement écrit de ce sous-traitant.

9.3. Pièces relatives à l'offre

Le dossier offre doit être composé impérativement des éléments suivants :

Offre administrative :

- Les attestations d'assurance civile, professionnelle en cours de validité ;
- L'Acte d'Engagement (AE) et annexe (BPU) ;
- Le cadre de mémoire technique du candidat permettant d'examiner sa proposition au regard des besoins de l'Organisme et des critères définis au présent document ;
- Toutes les pièces nécessaires à l'analyse des sous critères techniques. Voir article 11.1 ci-après ;
- Un formulaire DC4 en cas de sous-traitance ;
- Pour chacun des sous-traitants envisagés, le soumissionnaire doit indiquer dans son offre le montant et la nature des prestations qu'il envisage sous-traiter ;

Documents à produire ultérieurement (au stade de l'attribution du marché) :

- Attestations et certificats délivrés par les administrations et organismes compétents prouvant que le candidat a satisfait à ses obligations fiscales et sociales ou documents équivalents en cas de candidat étranger, datant de moins de six mois.

Offre technique :

L'offre technique devra à minima présenter les points suivants :

Une proposition technique détaillée précisant les dispositions que l'entreprise s'engage à adopter pour l'exécution de la prestation, exposant les choix techniques et démontrant la crédibilité du programme proposé. Ce document comprendra toutes les justifications et observations du soumissionnaire et notamment :

- La qualification et les références du responsable du marché,
- Le nombre, la qualification du personnel exécutant les prestations,
- La description détaillée et l'organisation et moyens pour assurer les prestations demandées,
- Les caractéristiques des véhicules proposés dans le cadre de la prestation,
- Le délai de livraison y compris le planning détaillé depuis la notification du marché,
- Une description de la formation proposée (contenus, durée, date(s), les différents modules, sachant qu'il y aura au moins 10 personnes à former ...),
- Un planning des interventions de service après-vente (SAV) pendant la période de garantie,
- L'organisation mise en place pour gérer les opérations de maintenance préventive et corrective,
- Les engagements du soumissionnaire en matière de développement durable et de protection de l'environnement notamment pour la conception des fournitures et l'exécution des prestations. Le soumissionnaire détaillera notamment les qualités écologiques des matériaux proposés et l'organisation de la société pour l'exécution des prestations de tri sélectif, d'évacuation et de

valorisation des déchets ainsi que les modalités mise en œuvre par la société pour limiter la production de déchets,

- Toutes les caractéristiques conformément aux exigences du cahier des charges,
- Une photo du véhicule proposé,

Offre commerciale :

- Les Bordereaux de Prix dûment complétés en version xlsx (Excel).

10. Conditions d'envoi ou de remise des offres

10.1. Modalités d'obtention du dossier de consultation

Le dossier de consultation des entreprises est remis gratuitement à chaque candidat. Il est disponible à l'adresse électronique suivante : <https://www.marches-publics.gouv.fr>

Aucune demande d'envoi du dossier sur support physique électronique n'est autorisée. La plateforme PLACE ne saurait être engagée par des documents non téléchargés sur le portail de dématérialisation.

Les candidats sont invités, pour télécharger les DCE, à s'identifier sur la plateforme.

En cas de téléchargement anonyme, ou d'informations erronées dans le formulaire d'authentification, ils ne seront pas informés des éventuelles modifications de la consultation (modifications de dates, rectificatifs ou compléments de dossiers...).

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'apporter des modifications de détail au dossier de consultation. Ces modifications devront être reçues par les candidats au plus tard **10 jours** avant la date limite de réception des offres. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet.

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

En cas de difficultés pour télécharger les documents et/ou remettre l'offre sur la plateforme, les candidats pourront s'adresser à l'assistance en ligne sur le site de la plateforme « PLACE » : <https://www.marches-publics.gouv.fr>

10.2. Transmission électronique

Le pouvoir adjudicateur impose la transmission des documents par voie électronique à l'adresse suivante : <https://www.marches-publics.gouv.fr>. Aucun autre mode de transmission n'est autorisé.

Le fuseau horaire de référence sera celui de (GMT+01:00) Paris, Bruxelles, Copenhague, Madrid. Chaque transmission fera l'objet d'une date certaine de réception et d'un accusé de réception électronique. Les formats électroniques acceptés sont : .doc, .xls et .pdf.

La signature électronique de ces documents n'est pas exigée dans le cadre de cette consultation. Dans ce cas, l'acte d'engagement de l'entreprise attributaire sera re-matérialisé et signé.

Si le candidat décide de signer électroniquement les documents, il devra respecter les prérogatives suivantes :

- Chaque pièce pour laquelle une signature est exigée doit faire l'objet d'une signature électronique individuelle et conforme au format XAdES, CAdES ou PAdES. La seule signature électronique du pli n'emporte pas valeur d'engagement du candidat.
- Le niveau de sécurité requis pour le certificat de signature électronique est le Niveau (**) du RGS. Les certificats RGS (Référentiel Général de Sécurité) sont référencés dans une liste de confiance française (<http://references.modernisation.gouv.fr>) ou dans une liste de confiance d'un autre Etat-membre de l'Union européenne.
- Toutefois, le candidat est libre d'utiliser le certificat de son choix si celui-ci est conforme aux obligations minimales résultant du RGS. Dans ce cas, il doit transmettre tous les éléments nécessaires à la vérification de cette conformité.

Les frais d'accès au réseau et de recours à la signature électronique sont à la charge de chaque candidat. Tout document contenant un virus informatique fera l'objet d'un archivage de sécurité et sera réputé n'avoir jamais été reçu. Le candidat concerné en sera informé. Dans ces conditions, il est conseillé aux candidats de soumettre leurs documents à un anti-virus avant envoi.

10.3. Copie de sauvegarde

Parallèlement à l'envoi électronique de leur dossier, Les candidats ont la possibilité de sécuriser leur réponse par une « copie de sauvegarde ».

Cette « copie de sauvegarde » pourra être transmise, soit sur support papier, soit sur support physique électronique (CD-ROM, clé USB, disquette, sauf DVD-ROM). Elle parviendra sous pli scellé comportant la mention lisible « copie de sauvegarde » avant le jour et l'heure inscrits sur la première page du présent règlement de la consultation.

- Elle peut être envoyée par lettre recommandée avec Avis de Réception Postal, à l'adresse suivante :

CAISSE PRIMAIRE D'ASSURANCE MALADIE DE LA SEINE-SAINT-DENIS
DIRECTION DU SECRETARIAT GENERAL
TSA 20001
93025 BOBIGNY CEDEX

- ou remise contre récépissé à l'adresse suivante :

CAISSE PRIMAIRE D'ASSURANCE MALADIE DE LA SEINE-SAINT-DENIS
DIRECTION DU SECRETARIAT GENERAL
195 AVENUE PAUL VAILLANT COUTURIER 93014 BOBIGNY
A l'attention du Département Achats et Marchés

Nom ou dénomination du candidat :

Objet du marché : acquisition d'une unité mobile de dépistage du cancer du col de l'utérus et de consultations de médecine générale « Frotmobile » pour la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de la Seine-Saint-Denis.

11. Jugement des offres et attribution du marché

11.1. Jugement des offres

Critères	
Prix	40%
1- Prix d'acquisition (véhicule + aménagement + équipements + livraison/mise en service/ carte grise)	75%
2- Prix de maintenance (préventive/corrective, sur la durée du marché)	20%
3- Prix de formation	5%

Valeur technique	60%
1- Aménagement & conditions de soins (confidentialité, hygiène/nettoyabilité, ergonomie, zoning, sécurité)	20%
2- Qualités du véhicule & performances d'exploitation (motorisation, autonomie/énergie, sûreté, confort thermique, stabilité)	20%
3- Équipements médicaux & mobilier + conformité	15%
4- Garantie & SAV / maintenance (SLA, réseau, immobilisation, hotline)	10%
5- Délais et organisation de la livraison / mise en service (planning, jalons, recette, formation)	10%
6- Performance environnementale (CO ₂ WLTP/efficacité, bruit, etc.) : 5%	5%

Nota : Il est précisé qu'il n'y aura pas de négociation financière après remise des offres au titre de la présente consultation.

Chaque critère énoncé ci-dessus sera noté puis proratisé selon les pourcentages indiqués.

L'organisme pourra demander aux candidats de préciser ou compléter la teneur de leur offre. En cas de non réponse aux demandes formulées par l'organisme, les offres des candidats seront considérées comme irrégulières.

Les candidats seront informés individuellement du résultat de la consultation.

Le Pouvoir Adjudicateur pourra avoir recours à un marché négocié en cas de réception d'offres irrégulières ou inacceptables.

11.2. Attribution du marché

Le candidat auquel il est envisagé d'attribuer le marché produira dans un délai de **5 jours** à compter de la demande du maître d'ouvrage :

- les pièces prévues aux articles D. 8222-5 ou D. 8222-7 et 8 du Code du travail ;
- les attestations et certificats délivrés par les administrations et organismes compétents prouvant qu'il a satisfait à ses obligations fiscales et sociales.

Le candidat devra produire également, en application des articles L. 8254-1 et D. 8254-2 à 5 du Code du travail, la liste nominative des salariés étrangers employés par le candidat et soumis à l'autorisation de travail mentionnée à l'article L. 5221-2-2°. Cette liste précise, pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

Le candidat sera alors sollicité pour produire les certificats et attestations nécessaires avant que le marché ne lui soit attribué.

12. Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est de 120 jours (cent vingt jours) à compter de la date limite de remise de l'offre finale.

13. Conditions d'envoi des propositions

Pour obtenir tous renseignements complémentaires qui leur seraient nécessaires en vue de répondre à la présente consultation, les candidats devront déposer leur question sur la plateforme « PLACE » au plus tard **le 06 mars 2026 à 15 heures**.

Dans le cas où une question parviendrait passé ce délai, l'Assurance Maladie de la Seine-Saint-Denis se réserve le droit de ne pas y répondre.

Une réponse commune sera adressée à tous les candidats ayant retiré le dossier via la plateforme de dématérialisation, au plus tard **6 jours** avant la date de remise des offres pour autant que la demande ait été faite en temps utile.

Abandon de procédure :

La participation des candidats à la présente consultation emporte leur pleine acceptation sur cette procédure. L'entreprise n'aura droit à aucune indemnité pour les études et frais divers qu'elle aura engagés pour la préparation de l'offre.

Sans que sa responsabilité ne puisse être engagée, la caisse Primaire d'Assurance Maladie de la Seine-Saint-Denis se réserve la possibilité :

- de déclarer infructueuse la consultation s'il n'a obtenu aucune offre ou uniquement des offres irrégulières, inacceptables ou inappropriées au sens des articles L2152-2 à L2152-4 du Code de la commande publique,
- de ne pas donner suite à la consultation pour motif d'intérêt général.

14. Signature des documents

Tous les documents transmis dans le cadre du présent marché et notamment l'acte d'engagement et son annexe, devront être signés par la personne ayant pouvoir d'engager l'entreprise ou par son représentant dûment habilité. En ce cas, un pouvoir sera joint.

15. Voies de recours

Application du décret n° 2009-1456 du 27 novembre 2009 relatif aux procédures de recours applicables aux contrats de la commande publique.

15.1. Instances chargée des procédures de recours

Tribunal de Grande Instance de Paris (TGI)
29-45 avenue de la porte de Clichy
75017 PARIS
Tél. 01 44 32 51 51

15.2. Service auprès duquel des renseignements peuvent être obtenus concernant l'introduction des recours

Caisse Primaire d'Assurance Maladie de la Seine-Saint-Denis
Secrétariat Général
Département Marchés et Achats
195 avenue Paul Vaillant Couturier
93014 Bobigny cedex
Tél. : 01 48 96 47 16 / 37 25 Tribunal